

**« DES VILLES VERTES : DE NOUVELLES APPROCHES POUR FAIRE FACE AU
CHANGEMENT CLIMATIQUE »**

Atelier de l'OCDE, Alfredo Kraus Auditorium, Las Palmas de Gran Canaria, Espagne

jeudi 11 juin, 9h-19h

Contexte et finalités de la réunion

Les administrations des villes jouent un rôle crucial dans les moyens à prendre pour relever le défi mondial du changement climatique. Les villes sont en effet responsables de la majorité des émissions mondiales de carbone et une véritable lame de fond d'initiatives locales a placé les administrations locales à l'avant-garde de la gestion de l'environnement. Les villes sont en effet, à de nombreux égards, des indicateurs de tendance et des terrains d'essais pour les solutions nouvelles à apporter aux problèmes posés par le changement climatique. C'est ainsi que le Secrétaire général avait, à l'issue de la Table ronde des maires et des ministres organisée par l'OCDE en 2008, noté « On voit s'enclencher une dynamique propice à la formulation de politiques intégrant les impératifs de l'économie verte et la conception de villes soucieuses d'écologie... Le mode de développement des villes déterminera leur aptitude collective à faire face au changement climatique.... Le moment est venu de faire appel à l'expérience et aux capacités des villes à relever les défis du développement et du changement climatique pour enrichir le débat sur le changement climatique. Il nous faut doter les villes des moyens de lutter comme il convient contre ce phénomène et nous devons tirer les enseignements de leur expérience ».

En dépit de l'ampleur des expérimentations, étayées par de beaux discours, la mise en œuvre effective des programmes de lutte contre le changement climatique reste confinée à un petit nombre de villes pionnières dans ce domaine. Une série de facteurs depuis la pénurie de ressources budgétaires, jusqu'à la mollesse du soutien public a empêché d'intégrer la lutte contre le changement climatique dans les politiques locales. De plus, les « villes vertes » n'ont pas été épargnées par les conséquences de la crise économique : la contraction du marché du crédit a limité l'éventail des projets environnementaux que les gouvernements sont en mesure de mettre en œuvre. Alors qu'un mouvement favorable aux « villes vertes » se dessinait, on ne voit pas clairement comment leurs administrations réussiront à mobiliser les fonds nécessaires pour s'engager plus activement dans les projets d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, et si elles y réussissaient (grâce aux fonds débloqués dans le cadre des mesures nationales de relance budgétaire), il se peut que les objectifs à court terme se voient accorder la priorité sur les moyens de relever les défis à long terme.

Le présent atelier vise à traiter cette problématique en étudiant les outils dont les villes peuvent se doter pour lutter concrètement contre le changement climatique et stimuler leurs économies. Ces outils ont tous des objectifs concrets : création d'emplois « verts », augmentation du soutien accordé par le niveau national, renforcement des financements pour la mise en œuvre de « solutions écologiques », économies d'eau et modes de gestion des ports plus respectueux du climat. Tout au long de cet atelier,

on s'intéressera aux cadres de collaboration, aussi bien à ceux qui favorisent la coopération entre les différents secteurs de l'administration municipale qu'à ceux qui visent à générer les synergies entre les organes régionaux et nationaux.

Cet atelier d'une journée est organisé par l'OCDE et la ville de Las Palmas de Gran Canaria, avec le soutien des autorités espagnoles.

ORDRE DU JOUR DE L'ATELIER

9h – 10h	Enregistrement et café
10h – 11h	<p style="text-align: center;">Allocutions de bienvenue et discours d'ouverture</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mr. Jerónimo Saavedra Acevedo, Mayor, City of Las Palmas de Gran Canaria, Spain • Mr. Marcos Bonturi, Head of the Regional Competitiveness and Governance Division, OECD • Mr. José Miguel Pérez García, President of Gran Canaria's Council, Spain • Mr. Don Paulino Rivero Baute, President of the Government of the Canary Islands • Mrs. Carolina Darias San Sebastián, Delegate of the Government in the Canary Islands
11h – 12h30	<p style="text-align: center;">SÉANCE 1-A</p> <p><i>À l'intérieur de la boîte à outils « verte » : innovation en matière de gouvernance et d'aménagement urbain</i></p> <p>Les villes et les régions sont venues à jouer un rôle de chef de file dans la lutte contre le changement climatique. Nombre d'entre elles s'adaptent à « l'économie verte », en mettant en œuvre des programmes de recyclage, de limitation des volumes des déchets, de réaménagement de friches industrielles, de construction de « bâtiments verts », de transport public durables et de création d'emplois dans le secteur des technologies propres. Des maires et des responsables régionaux du monde entier s'emploient à réduire l'empreinte carbone de leurs villes en rénovant leurs systèmes de transports publics et en modifiant les plans d'occupation des sols pour densifier les agglomérations en vue de permettre de s'y déplacer à pied. Les autorités locales ont imposé des critères d'utilisation des énergies renouvelables, l'offre de services énergétiques propres et des limites à la prolifération du tissu urbain. Cette séance traitera des outils de planification novateurs utilisés pour atténuer le changement climatique et s'adapter à ses effets : plans locaux de lutte contre le changement climatique, gestion de l'écosystème ; codes de développement vert et décrets de zonage, subventions à l'architecture verte : matériaux de construction et toits ; aménagement de zones piétonnes et de pistes cyclables ; éclairage urbain éco-énergétique ; aménagement du paysage urbain ; densification ; « écologisation » des bâtiments scolaires et publics. Pour procéder à ces aménagements, il faut aussi adapter les systèmes et les modes actuels de gouvernance urbaine. Les villes ont expérimenté un large éventail de structures de gestion pour diffuser les compétences environnementales dans tous les secteurs de l'administration municipale et les amener à s'entendre sur une conception commune du développement durable. La politique de changement climatique</p>

relève presque toujours de la compétence du département de l'environnement de la ville, ce qui pose des problèmes de collaboration avec les autres départements exigeant de recourir à des solutions institutionnelles novatrices.

Moderator:

- **Mr. Vincent Fouchier**, Vice President OECD Working Party on Urban Areas, IAURIF, Director for the Master Plan for the Region Paris –Ile-de-France, France

Panellists:

- **Mr. Michael Donovan**, Urban Specialist, OECD
- **Mr. Masashi Mori**, Mayor Toyama City, Japan
- **Ms. Hélène de Largentaye**, Sustainable Development Adviser, Paris City Council, France
- **Mrs. Marlene Potthoff**, Deputy Director, Climate Protection Agency Region of Hanover, Germany
- **Mr. Eduardo Jorge Martins Alves Sobrinho**, Secretary for Green and Environment, City Hall of Sao Paulo, Brazil
- **Dr. Ayman I.K. El-Hefnawi**, Vice Chairman of General Organization for Physical Planning, Egypt
- **Mr. Fredrich Kahrl**, Research Associate, Berkeley Economic Advising and Research, LLC

Questions à examiner :

1. Comment les stratégies d'aménagement urbain peuvent-elles réduire la vulnérabilité des villes au changement climatique en orientant les nouveaux aménagements vers les zones les moins exposées aux risques et en adoptant des pratiques d'aménagement foncier propres à atténuer les impacts du changement climatique (foresterie urbaine et espaces verts, villes compactes, utilisation de surfaces urbaines réfléchissant davantage la lumière, etc.) ?
2. Comment les villes adaptent-elles leurs actuels systèmes de gouvernance urbaine pour remédier aux problèmes de changement climatique ? Quels sont les avantages et les inconvénients des différentes approches ? Lorsqu'un département est responsable de la lutte contre le changement climatique, comment coordonne-t-il son action avec les autres départements ? Quelles sont les solutions institutionnelles les plus novatrices ?
3. Dans quelle mesure, l'application des plans de lutte contre le changement climatique a-t-elle été imposée ? Quels sont les types de plan qui font primer l'action sur la rhétorique ? Quels ont été les principaux obstacles auxquels se heurte leur mise en œuvre ?
4. Quel rôle les administrations locales peuvent-elles jouer pour sensibiliser et inciter les citoyens et le secteur des entreprises à utiliser les énergies renouvelables et à déployer des efforts d'adaptation à l'échelon local ? Quels sont les autres acteurs locaux et les sources de connaissance qu'il faudrait mobiliser ?
5. Quels sont les types de nouveaux partenariats privé/public conclus avec des entreprises privées qui sont issus de l'urbanisme « vert » ? Quels sont les avantages de ces types de partenariats et de co-entreprises ?

	<p>6. Dans le contexte d'une privatisation des services d'intérêt public, dans quelle mesure les autorités locales peuvent-elles exercer un impact appréciable sur la lutte contre les changements climatiques par le biais des services de gestion de l'énergie, des transports, de l'eau et des déchets ?</p> <p>7. Pratiquement tous les aspects du développement urbain sont régis par des normes et des codes. Comment les villes ont-elles modifié les codes de zonage et de construction pour les adapter aux conceptions plus durables des villes ? Quels sont les obstacles juridiques qui s'opposent à ces modifications ?</p> <p>8. Quel est l'état de la coopération inter-communale en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique par rapport à l'état de cette coopération dans d'autres domaines comme les transports, le développement économique et le financement ? Quel est le degré de diffusion des stratégies de mise en commun de ressources, par exemple, les projets d'achat groupés de produits économes en énergie, ou de connaissances scientifiques pour abaisser les coûts d'élaboration des politiques ?</p>
<p>11h - 12h30</p>	<p style="text-align: center;">SÉANCE 1-B <i>Le potentiel de l'économie verte</i></p> <p>Le dialogue sur le changement climatique doit viser à répondre directement aux sceptiques en démontrant que la protection contre le changement climatique peut offrir une possibilité de préserver et de renforcer la compétitivité des régions urbaines. Un groupe de villes pionnières a démontré que le souci d'améliorer le rendement énergétique permet de préserver les ressources naturelles, de renforcer la résistance aux bouleversements météorologiques et de réaliser des économies appréciables de combustibles fossiles. Toutefois, on ne voit toujours pas très bien comment les villes ont réussi à aller au delà de l'effet de mode pour offrir des emplois durables et ouvrir des marchés bénéficiant à d'autres secteurs que ceux des technologies propres ? Autrement dit, comment évoluent ensuite les villes qui ont été les premières à se lancer dans le combat contre le changement climatique. La réaction des administrations locales apparemment contradictoire à la crise économique actuelle n'a fait qu'ajouter à la confusion. Certaines ont réagi en supprimant des programmes de construction de bâtiments verts qui étaient prometteurs, tandis que d'autres ont justifié l'augmentation des financements pour les solutions destinées à lutter contre le changement climatique dans l'espoir que ce marché générera des « emplois verts ». Il est nécessaire de répondre à plusieurs questions pour comprendre comment les innovations mises en œuvre par des villes qui ont été les premières à lutter contre le changement climatique peuvent diffuser leurs effets dans l'ensemble de l'économie dans le contexte de l'actuelle récession.</p> <p><u>Moderator:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mr. Keith Thorpe, Head of Urban Policy Support, Cities and Urban Policy Division Department for Communities and Local Government, United Kingdom, UK Delegate to the OECD Working Party on Urban Areas <p><u>Panellists:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mrs. Jan Corfee Morlot, Senior Climate Change Analyst, OECD (member of the IPCC Nobel Prize Group) • Dr. Nam-Geon Cho, Korea Research Institute for Human Settlements,

	<p>Advisor to the Ministry of Land, Transport and Maritime affairs, Korea</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mr. Mat Santamouris, Chairman of the Organizing Committee for the European Union-Cool Roof Council (EU-CRC) • Mrs. Christina Raissis, Director, Strategic Growth and Sector Development, Economic Development, Culture and Tourism, City of Toronto, Canada • Dr. Fabio Grazi, Senior scientific coordinator of the Spatial Economies, Energy, and Climate Change (SEECC) program, International Research Centre on the Environment and Development (CIRED), Paris, France <p>Questions à examiner :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Quels sont les exemples les plus prometteurs d'outils permettant de lier les mesures de protection du climat aux efforts déployés pour atteindre les objectifs de développement économique et offrir de nouvelles possibilités d'emploi ? 2. Quelles sont les incitations financières propres à aider les entreprises à conclure des partenariats public-privé pour atteindre les objectifs de la lutte contre le changement climatique ? 3. Quelles sont les opportunités économiques, attendues et inattendues, que recèlent actuellement les chaînes de l'offre pour les technologies à faible consommation de carbone : production d'énergies renouvelables, matériel de recyclage, éclairage LED, concentration de l'énergie solaire, technologies propres ? 4. Comment les villes ont-elles mesuré l'intensité en emplois de l'économie verte ? Dans quelles conditions, l'économie verte offre-t-elle plus ou moins d'emplois que le secteur traditionnel ? 5. Quelles sont les possibilités pour les stratégies économiques vertes de bénéficier aux quartiers pauvres et aux zones défavorisées ? L'« écologisation » de l'économie laisse-t-elle ces zones et ces quartiers à la traîne. 6. Quelle a été l'évolution du secteur de la construction verte, dans le contexte du déclin de la construction résidentielle ? 7. Comment peut-on formuler les politiques de lutte contre le changement climatique/d'adaptation pour contribuer à faire en sorte que les avantages économiques qui en résulteront bénéficient bien à l'économie locale (c'est-à-dire qu'ils ne puissent pas bénéficier à d'autres zones).
12h30 – 14h30	DÉJEUNER
14h30-16h	<p style="text-align: center;">SÉANCE 2- A</p> <p style="text-align: center;"><i>Gestion verte des villes : pourquoi la coopération entre les différents niveaux d'administration est essentielle ?</i></p> <p>Compte tenu de la diversité des domaines de compétence, de l'expertise nécessaire et du fait que la plupart des problèmes d'environnement transcendent les limites administratives, la collaboration entre les municipalités voisines, les régions et l'administration nationale revêt une importance primordiale. Celle-ci prend la forme</p>

d'accords horizontaux conclus entre les localités ou les régions/États ainsi que de cadres d'action multi-niveaux destinés à faciliter la coopération entre les administrations locales, régionales et nationales. Par exemple, plusieurs administrations municipales élaborent souvent des plans conjoints d'adaptation au changement climatique ; d'autres mettent en commun leurs ressources pour négocier directement avec les fabricants d'équipements de recyclage et les prestataires d'énergies renouvelables. De même, les administrations nationales peuvent apporter un soutien déterminé en renforçant leurs concours financiers et leur assistance technique à toute une série de programmes d'économies d'énergie administrés au niveau local. Ils peuvent aussi faciliter, par la formulation de lignes directrices à l'intention des autorités locales, la diffusion d'informations sur les meilleures pratiques et suggérer l'adoption de dispositifs volontaires d'homologation. Dans certaines situations, les administrations locales peuvent aider les administrations nationales à participer aux nouveaux marchés du carbone, voire aux mécanismes de Kyoto, notamment en hébergeant ou en formulant la mise en œuvre commune de projets prévus par les mécanismes de développement propres. Dans d'autres situations, les autorités régionales ou locales sont souvent responsables de la délivrance des permis d'émissions et/ou de la surveillance, de la notification et de la vérification des émissions. Les approches globales associant les autorités locales, régionales et nationales, bien que nécessaires accentuent la complexité des mécanismes et soulèvent un certain nombre de questions.

Moderator:

- **Mr. Adam Ostry**, Chair of the OECD Working Party on Urban Areas

Panellists:

- **Ms. Lamia Kamal-Chaoui**, Head Urban Development Programme, OECD
- **Ms. Sara Pasquier**, Energy Expert, International Energy Agency
- **Ms. Beth Jines**, Assistant General Manager, Environment L.A., United States
- **Mr. Juan Carlos Zentella Gomez**, Deputy General Director for Land Planning, Mexico
- **Mr. Meinte de Hoogh**, Sr. Policy Officer, Ministry of Housing, Spatial Planning and the Environment, Directorate Spatial Planning, Climate Adaptation Department, Netherlands

Questions à examiner :

1. Quels devraient être les rôles institutionnels respectifs des autorités nationales et locales dans l'application des politiques de lutte contre le changement climatique ?
2. Qu'est-ce qui explique la divergence entre les administrations régionales qui ont joué le rôle de chef de file dans la mise en œuvre de projets environnementaux et celles qui n'ont joué qu'un rôle mineur à cet égard ?
3. Comment est-il possible d'associer davantage les autorités régionales au suivi et à la notification dans le domaine de l'environnement ? Quels sont les risques ?
4. Quels sont les types d'accord entre différents niveaux d'administration qui pourraient être adaptés pour atteindre les objectifs visés en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation ?
5. Quels sont les principaux exemples de mesures prises pour lutter contre le changement climatique qui peuvent bénéficier à d'autres domaines importants de la gouvernance publique, par exemple, le logement et l'assainissement, la santé et

	<p>la sûreté et la croissance économique ?</p> <p>6. Quels sont les principaux domaines de conflit entre les mesures et les politiques/programmes de lutte contre le changement climatique et ceux qui visent à répondre à d'autres priorités de la gouvernance urbaine ?</p> <p>7. Comment les politiques régionales et urbaines actuellement mises en œuvre par les administrations nationales sont-elles adaptées et reformulées pour encourager l'adoption de politiques respectueuses du climat ?</p>
<p>14h30-16h</p>	<p style="text-align: center;">SÉANCE 2-B</p> <p style="text-align: center;"><i>Financement d'initiatives respectueuses du climat</i></p> <p>L'obstacle le plus courant au développement de « villes vertes », en particulier durant l'actuelle crise économique, est peut-être la pénurie de financements pour l'aménagement d'infrastructures respectueuses de l'environnement. Les politiques de lutte contre le changement climatique dans les villes auront des conséquences pour leurs budgets, qui exigeront de trouver de nouvelles solutions. Parce que les économies de coûts induites par les pratiques durables dans les domaines de la construction et de l'énergie se font sentir à long terme plutôt qu'à court terme, ces pratiques sont souvent négligées au profit de programmes à plus forte intensité de carbone. Pour faire face à cette situation, des villes ont conçu toute une série d'arrangements financiers novateurs et d'outils financiers supplémentaires pour générer des ressources destinées à financer des investissements dans des projets environnementaux. Il s'agit notamment de tout un éventail de taxes et de redevances visant à réduire les déchets, la congestion, la pollution ainsi que de mécanismes de prêts renouvelables, de partenariats financiers et de fonds de capital-risque. Par ailleurs, il est aussi possible de « verdir » considérablement les systèmes actuels de financement urbain, car ils ont souvent tendance à favoriser les projets immobiliers étendus, la prolifération du tissu urbain et les transports en voitures particulières mais n'encouragent pas la réduction de la consommation d'énergie et des déchets, le réaménagement de friches industrielles et la densification urbaine. L'imposition de taxes et de redevances vertes peut renforcer les incitations au développement local durable. Afin d'améliorer la cohérence budgétaire et environnementale des programmes actuels, certaines villes ont démontré que le recours à des pratiques durables permettent de faire des économies : politiques d'achat de matériels efficaces en énergie, passation de marchés publics verts, mise en commun des ressources financières pour accroître leur pouvoir d'achat, octroi d'incitations financières en vue d'encourager les entreprises à conclure des partenariats public/privé pour atteindre les objectifs visés sur le plan climatique. On pourrait envisager de subordonner une application plus large des systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émissions à la conception de transferts publics au profit des administrations infra-nationales. Le phénomène de contraction du crédit a fait surgir à la lumière un certain nombre de questions.</p> <p><u>Moderator:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mr. Olaf Merk, Economist, Urban Development Programme, OECD <p><u>Panellists:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mr. Brian Field, Urban Planning and Development Adviser, European Investment Bank • Mr. Ola Göransson, Head of Section, Division for Sustainable Development,

	<p>Ministry of the Environment, Sweden</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mr. Jonathan Koehn, Environmental Affairs Director, City of Boulder, Colorado, United States • Ms. Mila Freire, Senior Urban Analyst, World Bank • Mr. José Sánchez Ruano, Technician for the Commerce, Industry and Navigation Chamber of Las Palmas <p><u>Questions à examiner :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Qu'implique le changement climatique pour les budgets des villes ? Dans quelle mesure les travaux d'adaptation des infrastructures au changement climatique sont-ils intégrés dans les budgets municipaux ? 2. Les administrations locales sont souvent tributaires des recettes du gaz, des péages routiers, des impôts fonciers, des redevances de stationnement et des demandes de permis de construire qui sont tributaires d'activités à forte intensité de carbone. Comment le système financier actuel sanctionne-t-il les pratiques dommageables pour l'environnement et comment peut-on inverser cette tendance pour aménager des environnements urbains plus durables ? 3. Quels sont les nouveaux instruments qui pourraient être utilisés pour financer des projets respectueux du climat ? 4. Qu'implique la mise en place de dispositifs de plafonnement et d'échange pour les mécanismes actuels de financement des villes, en particulier pour la conception des transferts inter-administrations ? 5. Comment la tarification environnementale et d'autres instruments budgétaires environnementaux (IBE) permettraient-ils de réformer l'actuel système de fiscalité urbaine ? 6. Comment les administrations locales peuvent-elles effectivement mesurer leur empreinte environnementale par le biais d'appels d'offres « verts » et de la budgétisation ? Quelles sont les initiatives prises à cette fin qui ont été des succès et pour quelles raisons ? Quelles sont celles qui ont échoué et pour quelles raisons ?
16h – 16h15	PAUSE CAFÉ
16h15-17h45	<p style="text-align: center;">SÉANCE 3-A</p> <p style="text-align: center;"><i>La gestion de l'eau : le nouvel horizon de l'écologie</i></p> <p>Quels seront les effets du changement climatique sur les ressources en eau et comment le secteur public peut-il adapter sa gestion de l'eau en conséquence ? Les questions relatives à la gestion des ressources en eau concernent un large éventail de secteurs socio-économiques et environnementaux, notamment la santé, l'agriculture, l'énergie, la biodiversité, l'industrie et les transports maritimes fluviaux. De fait, seul un petit nombre d'activités ne dépend pas, sous une forme ou sous une autre, des ressources en eau. L'avenir du secteur de l'eau est aussi particulièrement préoccupant car de nombreuses villes du monde sont déjà confrontées à de graves stress hydriques du fait de la multiplicité des besoins concurrents (besoins urbains/industriels, agriculture, activités de loisirs et protection de l'environnement), pollution des ressources d'eaux de surface et</p>

surexploitation des ressources souterraines. Le changement climatique ne fera vraisemblablement qu'aggraver les choses, étant donné que le volume des glaciers et de neige (la principale source d'eau douce dans de nombreuses régions) se réduisent, que les nappes souterraines sont contaminées par des apports d'eau salée dus à la hausse du niveau de la mer et que des cycles de précipitations et de sécheresse plus extrêmes compliquent les décisions de planification et d'investissement des responsables de la gestion de l'eau.

Moderator:

- **Mr. Gregoire Allix**, Journalist, *Le Monde*, France

Panellists:

- **Ms. Aziza Akhmouch**, Expert, Regional Competitiveness and Governance Division, OECD
- **Mr. Wouter Jonkhoff**, Advisor to the Commissioner of the Waterboard of Rijnland Economist, the Netherlands
- **Mr. Antonio Paruzzolo**, President of Thetis, Venice, Italy
- **Mr. Paul Hickey**, Head of Environmental Services, Anglian Water, United Kingdom
- **Mr. Mohamed Cherif Fourti**, Director of the Environment Observatory, Ministry of Sustainable Development, Tunisia
- **Ms. Laura Grape**, Senior Environmental Planner, Northern Virginia Regional Commission, United States
- **Mr. Iñigo Joaquín de la Serna Hernáiz**, Mayor of Santander – President of Sustainable Development Commission of the Municipalities and Regions, Spanish Federation

Questions à examiner :

1. Quelles sont les pratiques de « gestion de l'adaptation » que les responsables de la gestion des ressources en eau des villes peuvent appliquer pour faire face avec efficacité aux incertitudes découlant de l'évolution inquiétante des configurations hydrologiques ?
2. Quelles sont les méthodes les plus efficaces pour encourager les économies d'eau par les principaux acteurs dans un environnement urbain (ménages, entreprises et industries, etc.) ?
3. Quels sont les types d'amélioration pouvant être apportés aux infrastructures urbaines de gestion de l'eau qui sont les plus essentielles pour réduire la vulnérabilité aux impacts du changement climatique (mesures permettant d'économiser de l'eau, d'empêcher l'intrusion d'eau salée, de gérer les inondations consécutives aux tempêtes) ?
4. Quelles sont les interactions entre le changement climatique et la gestion des ressources en eau, c'est-à-dire l'élévation des températures augmentera-t-elle la demande en eau ?
5. Quels sont les systèmes les plus performants de recyclage des eaux usées, de traitement anaérobie des eaux usées et les projets d'utilisation de l'énergie marémotrice ?
6. Les stratégies d'adaptation de la gestion des ressources en eau doivent-elles aider les villes à se préparer aux impacts du changement climatique sur la qualité et les

	quantités d'eau disponibles et à prévenir les risques d'effondrement des terrains et d'aggravation de l'exposition aux risques d'inondation ?
16h15 – 17h45	<p style="text-align: center;">SÉANCE 3-B <i>Gestion des villes portuaires</i></p> <p>Une forte proportion de la population mondiale habite dans des villes portuaires, qui sont menacées par l'élévation du niveau de la mer due au changement climatique et qui contribuent aux émissions de GES. Le secteur des transports maritimes est souvent cité comme étant à l'origine d'une pollution qui touche en particulier les habitants des villes portuaires. La contribution de ce secteur aux émissions mondiales de GES est estimée entre 1.5 % et 4.5 %. Les villes portuaires sont donc confrontées à la nécessité de s'adapter au changement climatique : il serait possible de réduire de 30 % d'ici 2020 les émissions de CO₂ des ports et des transports maritimes en augmentant la consommation de carburants tirés d'énergies renouvelables, en réduisant les vitesses des navires et en modernisant les navires, les équipements de manutention des charges et les camions. Les autorités des ports et des villes portuaires ont un rôle crucial à jouer pour opérer cette mutation. On voit se multiplier les initiatives prises en ce sens par les ports, comme le montre par exemple la « World Ports Climate Declaration » (Déclaration mondiale sur le climat des ports) qui a été signée par 55 ports de commerce international. Une certaine forme d'arbitrage entre les initiatives prises pour lutter contre le changement climatique et celles qui visent à accroître la compétitivité des ports pourraient constituer un terrain d'entente pour assurer une coordination internationale des mesures prises par les ports en vue de lutter contre le changement climatique afin d'éviter une « course vers le moins-disant ». Toutefois, la protection de l'environnement pourrait aussi constituer un avantage compétitif. Cependant, les tensions fréquentes entre les différentes finalités économiques du port et sa ville-région soulignent la nécessité de mécanismes efficaces de gouvernance régionale.</p> <p><u>Moderator:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mr. Néstor Hernández López, Deputy Mayor, Urban Planning, Housing, Environment and Water <p><u>Panellists:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mr. Javier Sánchez-Simón Muñoz, President of the Port Authority of Las Palmas, Spain • Mr. Faustino García Marquez, Architect – President for Ideas Contest for the Collaboration of Las Palmas de Gran Canaria Coastline, Spain • Mr. Ricardo Martínez Vázquez, Director of Casa Africa / Ministry of Foreign Affairs and Cooperation, Spain • Mr. Joan Alemany y Llovera, Director of RETE Ports / International Association for the Collaboration between Ports and Cities, Spain <p><u>Questions à examiner :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Quels ont été les progrès accomplis sur la voie de l'atténuation de l'impact du changement climatique par différents ports d'envergure mondiale des pays de l'OCDE ? 2. Comment les ports peuvent-ils concilier la sensibilisation aux impacts du changement climatique et les impératifs de compétitivité mondiale ? Quels sont les

	<p>mécanismes qui pourraient éviter une surenchère à la baisse ?</p> <ol style="list-style-type: none">3. Dans quelle mesure les progrès accomplis sur le plan de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets permettent-ils d'améliorer la compétitivité des ports ?4. Que peuvent faire les autorités locales et régionales pour concilier compétitivité des ports et développement durable ? Quels sont les mécanismes de gouvernance propres à concourir à instaurer à cet équilibre ?5. Qu'ont fait les ports pour réduire leur empreinte environnementale : adoption de technologies plus durables à terre ou limitation de la durée du nombre de jours à la mer et de la consommation de combustibles ?
17h45-18h30	<p style="text-align: center;">Observations finales</p> <ul style="list-style-type: none">• Mr. Jerónimo Saavedra Acevedo, Mayor of Las Palmas, Spain• Mr. Marcos Bonturi, Head of the Regional Competitiveness and Governance Division, OECD• Mr. José Miguel Pérez García, President of Gran Canaria's Council, Las Palmas, Spain• Mr. Paulino Rivero Baute, President of the Government of the Canary Islands• Mrs. Carolina Darías San Sebastián, Delegate of the Government on the Canary Islands